

Numéro 79 - 7 juin 2016

**L'ingérence inacceptable du Canada
dans les affaires du Venezuela**

**Opposons-nous à toute tentative de
fomenteur un changement de régime**



L'ingérence inacceptable du Canada dans les affaires du Venezuela

- **Opposons-nous à toute tentative de fomenteur un changement de régime**

Opposition au coup au Venezuela

- **Les pays latino-américains et caribbéens défont la tentative de l'OÉA d'appuyer les auteurs du coup**
- **Rassemblements de masse en appui à la révolution bolivarienne**

L'ingérence inacceptable du Canada dans les affaires du Venezuela

**Opposons-nous à toute tentative de fomenteur un
changement de régime**

Alors que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes repoussent les tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures du Venezuela de l'Organisation des États américains (OÉA) et de d'autres

instruments de l'impérialisme américain, le Sous-comité des droits internationaux de la personne de la Chambre des communes du Canada poursuit son ingérence. En 2015, le sous-comité avait tenu des réunions pour discuter des « droits de la personne au Venezuela » en même temps que de graves tentatives de coup contre le gouvernement du Venezuela étaient découvertes et que le régime Obama imposait des sanctions par décret. Maintenant, alors que les forces de l'oligarchie se sont emparées de l'Assemblée nationale vénézuélienne et que de nouveaux efforts sont entrepris pour renverser la révolution bolivarienne, le sous-comité entend à nouveau des « témoignages » qui visent à saper le projet prosocial d'édification de la nation du Venezuela.



Le sous-comité poursuit sur la même voie de provoquer un faux débat sur les droits humains au Venezuela et de créer des prétextes pour que le Canada soutienne un changement de régime. Cela est inacceptable et doit être dénoncé.

Le sous-comité s'est réuni le 10 mai 2016 pour ce qui est décrit comme une « séance d'information avec le président de la Commission des affaires étrangères du Venezuela ». Luis Florido, président du Comité permanent des affaires étrangères de l'Assemblée nationale du Venezuela et d'autres représentants des partis d'opposition vénézuéliens sont en train

de faire une tournée régionale pour promouvoir une intervention dans leur pays. Avant sa comparution devant le sous-comité de la Chambre des communes, Florido avait pris la parole devant le Sénat du Chili pour demander de l'aide pour « protéger la démocratie en Amérique latine » et s'était rendu au siège de l'OÉA à Washington. Florido est retourné à Washington le 19 mai pour pousser l'OÉA à imposer des sanctions au Venezuela. Après sa rencontre avec le Secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro, Florido a déclaré aux médias, « Nous voulons générer la pression nécessaire afin que nous, les Vénézuéliens, avec la médiation du Système interaméricain, puissions trouver une solution politique à la crise ».

Le sous-comité a entendu les témoignages de Luis Florido et de Freddy Guevara, tous deux membres du parti « Volonté populaire » qui compte dans ses rangs le criminel condamné et le putchiste du coup d'État de 2002 Leopoldo Lopez, Luis Hernández du parti « Une nouvelle ère » et William Dávila du parti « Action démocratique », un parti traditionnel de l'oligarchie vénézuélienne, qui a été au pouvoir de 1984 à 1994 pendant une des périodes les plus brutales de violence de l'État contre le peuple vénézuélien.

Les interventions des représentants de l'opposition vénézuélienne ont été décrites comme des « témoignages » mais l'audience n'avait rien à voir avec une tentative des députés canadiens de mieux comprendre la situation au Venezuela et les défis auxquels fait face le peuple. Aucun parlementaire de partis politiques représentant la classe ouvrière du Venezuela, pas plus que le gouvernement vénézuélien ou ses représentants au Canada n'avaient été invités pour répondre aux déclarations extravagantes de l'opposition pour discréditer la révolution bolivarienne centrée sur le bien-être et les droits du peuple vénézuélien.

Luis Florido a déclaré : « Nous nous sommes rendus à l'Organisation des États américains la semaine dernière pour demander au secrétaire général et aux pays membres de cette organisation de protéger le Venezuela et de nous aider à protéger les Vénézuéliens. Nous voulons invoquer les articles 3 à 6 de la Charte démocratique interaméricaine, parce que nous croyons que la seule façon de trouver une solution aux problèmes du Venezuela est d'avoir un dialogue véritable. »

Comme cela avait été le cas au cours des audiences du sous-comité sur le Venezuela en 2015, les « témoignages » n'étaient qu'une litanie de déclarations hyperboliques et d'accusations pour blâmer le gouvernement pour tous les problèmes qui existent ou qui existeraient au Venezuela. Le gouvernement vénézuélien a été attaqué pour son soutien aux droits du peuple palestinien et les parlementaires de l'opposition se sont plaints que le Venezuela est « l'un des trois seuls pays au monde qui ont le contrôle de devises étrangères », c'est-à-dire où le peuple exerce un contrôle sur l'économie, indiquant clairement que les forces d'opposition sont du côté des bailleurs de fonds internationaux, pas du peuple.



Les députés du sous-comité n'ont exprimé aucune préoccupation envers les droits humains du peuple vénézuélien. Ces droits sont réalisés par les nombreux programmes sociaux du pays, les entreprises publiques et l'inscription des droits des travailleurs et des autres sections du peuple dans la constitution et la loi du Venezuela, que l'opposition tente de renverser depuis que les forces de l'oligarchie ont obtenu la majorité des sièges à l'Assemblée nationale lors de l'élection du 6 décembre 2015. Le droit à l'alimentation des Vénézuéliens est également menacé par la manipulation des prix et les pénuries alimentaires provoquées par les riches élites qui font partie des forces de l'opposition. De la même façon, personne n'a exprimé d'inquiétude concernant les violations du droit à la sécurité de la personne des Vénézuéliens qui ont lieu à cause de la violence de rue mortelle fomentée par les forces de l'opposition, les agressions et même l'assassinat de députés du gouvernement et de partisans du gouvernement.

Aucun député canadien n'a pris position pour dire que les problèmes du peuple vénézuélien doivent être résolus par le peuple vénézuélien lui-même et que le Canada, les États-Unis, l'OÉA et les autres forces extérieures n'ont pas le droit de s'ingérer. Au lieu de cela, les députés ont exprimé leur sincère sympathie aux témoins et les ont félicités de leurs efforts. Par exemple, des membres du sous-comité ont salué le « courage » des parlementaires pour leur participation à une tournée pour promouvoir le changement de régime.

Les tentatives par le Secrétaire général de l'OÉA d'utiliser la « Charte démocratique interaméricaine » pour suspendre la République bolivarienne du Venezuela souveraine de l'organisation ont été solidement défaites lors de la réunion du 1er juin du Conseil Permanent de l'OÉA. Malgré cela, le 3 juin, le Nouveau Parti démocratique a publié une déclaration appelant le Canada à s'ingérer dans les affaires vénézuéliennes par l'entremise de l'OÉA. « Le secrétaire général de l'OÉA, Luis Almagro, a invoqué la Charte démocratique interaméricaine dans le contexte actuel au Venezuela, et le Canada, comme membre de l'OÉA, devrait appuyer cet effort », lit-on dans cette déclaration.

Alors que les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes continuent de défendre et de chérir leur unité contre l'intervention étrangère et le changement de régime, le Canada doit mettre fin à son ingérence dans les affaires vénézuéliennes, doit manifester son soutien inconditionnel à la souveraineté des nations et rejeter les intrigues des impérialistes américains.



Opposition au coup au Venezuela

Les pays latino-américains et caribbéens défont la tentative de l'OÉA d'appuyer les auteurs du coup



Rassemblement de masse en opposition à l'intervention étrangère, à Caracas au Venezuela le 1er juin 2016

La tentative de l'Organisation des États américains (OÉA), par le biais de son secrétaire général Luis Almagro, de suspendre le Venezuela de l'OÉA le 1er juin dernier a été défaite par le vote unanime des membres de l'OÉA sous l'impulsion des pays de l'Amérique latine et des Caraïbes. Les représentants étaient réunis à l'occasion d'une session extraordinaire du Conseil permanent de l'OÉA appelée de façon précipitée avec un seul jour d'avis. La réunion a été suspendue à la requête du Venezuela après avoir adopté une déclaration d'appui au dialogue entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition et d'opposition à l'intervention étrangère. De nombreuses délégations ont critiqué Almagro pour sa position en ce qui concerne le Venezuela et pour avoir commis des gestes unilatéraux contre la République bolivarienne.

Le secrétaire général de l'OÉA mène une campagne de plus en plus désespérée contre le gouvernement du Venezuela de concert avec les représentants de l'opposition vénézuélienne qui appellent à une intervention étrangère et des personnalités réactionnaires des États-Unis, d'Europe et d'Amérique latine. La direction de l'OÉA, qui est basée à Washington et est financée principalement par les États-Unis et le Canada, applique la politique de l'impérialisme américain sous le manteau de ce que l'OÉA appelle le « système interaméricain ». À cet égard, la tentative d'Almagro d'isoler le Venezuela représente une escalade des efforts pour fomenter un changement de régime au Venezuela qui sont en cours depuis la défaite du coup de 2002, soutenu par les États-Unis, contre Hugo Chavez.

Le 13 mai, Almagro a participé à une réunion à Miami en Floride avec des membres de l'opposition vénézuélienne, d'anciens présidents latino-américains soutenus par les États-Unis et un ancien premier ministre d'Espagne. Pendant la réunion, l'ancien président de la Colombie

Alvaro Uribe a appelé à une intervention militaire au Venezuela. Depuis ce moment-là, l'activité principale d'Almagro en sa qualité de chef de l'OÉA a été d'attaquer le Venezuela et Almagro a simplement ignoré le fait qu'un coup d'État vient de se produire au Brésil. Sans aucune consultation des États membres de l'OÉA, Almagro a utilisé la plate-forme de l'OÉA, ses différentes publications et ses comptes sur les médias sociaux pour réclamer des pénalités contre le Venezuela, publiant même un document de 132 pages pour étayer sa demande de l'expulsion du Venezuela.

L'objectif de la réunion du 1er juin était de considérer la possibilité d'invoquer la « Charte démocratique interaméricaine » de l'OÉA, qui permet la suspension d'un membre si on estime qu'il a violé ce que la Charte appelle ses principes démocratiques.[1]



Les membres de l'OÉA ont rejeté avec fermeté cette tentative de la part de la direction de l'organisation. Le président équatorien Rafael Correa a dit : « L'appel mis de l'avant par le secrétaire de l'OÉA ne s'appuyait pas sur un consensus. Les autres pays membres de l'OÉA n'ont pas été consultés. Il s'agit d'une opinion et d'un comportement dignes de Diego Almagro[2] et qui sont totalement inopportunes. »

L'ambassadrice de la Jamaïque à l'OÉA Julia Elizabeth Hyatt a dénoncé la campagne hystérique d'Almagro contre le Venezuela et dit que la Jamaïque « considère que certaines déclarations récentes faites par le secrétaire général sont totalement inacceptables et

malheureuses... » La ministre des affaires étrangères du Venezuela, Delcy Rodriguez, a accusé Almagro d'être obsédé par le renversement de Maduro, faisant remarquer qu'il a « consacré 36,4 % de ses messages Twitter à sa lutte contre le Venezuela ».

Dès le début de la rencontre, les représentants du Venezuela, du Nicaragua et de la Bolivie ont réfuté les accusations fallacieuses qui sont faites contre le gouvernement vénézuélien et ont mené l'opposition à toute idée d'adopter une déclaration qui promet une intervention étrangère.

Le texte final de la déclaration qui a été approuvé par les membres de l'OÉA le 1er juin dit notamment : « Nous réitérons notre appui aux différentes initiatives de dialogue national qui vont mener, dans le plein respect des droits humains, à une solution en temps requis, prompt et effective des différends et à la consolidation de la démocratie représentative . » La déclaration fait mention du besoin de respecter la souveraineté du Venezuela et appelle à une médiation et à un dialogue qui se font sous les auspices de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR). Des discussions facilitées par l'UNASUR se sont tenues en République dominicaine le 30 mai entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition.

Le seul pays latino-américain qui ait donné son appui au recours par Almagro à la « Charte démocratique » a été le Paraguay, dont le gouvernement a été mis au pouvoir par un coup en 2012. Les représentants du Canada, des États-Unis et de la Colombie ont tous exprimé des réserves face au contenu de la déclaration. Les médias ont rapporté que les représentants canadiens se sont plaints que la déclaration était « sans vigueur, faible et silencieuse en ce qui concerne les principes fondamentaux des droits humains ». Cependant, devant l'unité exprimée par les pays latino-américains et caribbéens, personne n'a osé faire obstacle à la déclaration ou mettre de l'avant ouvertement le recours à la Charte.

Le ministère des Relations extérieures de la République de Cuba a émis une déclaration le 2 juin dans laquelle il explique la signification de la victoire diplomatique du Venezuela. La déclaration mentionne que le Venezuela « a livré une dure et victorieuse bataille diplomatique durant la Session extraordinaire du Conseil permanent de l'Organisation des États américains, qui a eu lieu le mercredi 1er juin, pour s'opposer au plan interventionniste de l'impérialisme et des oligarchies ». Elle dit aussi que le Venezuela a « également fait valoir le principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des États et le droit de ces derniers à choisir, sans ingérence extérieure, leur système politique, économique et social, consacré par la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, signée par les chefs d'État et de gouvernement lors du Sommet de la Communauté des États d'Amérique latine et des Caraïbes, qui s'est tenu à la Havane en janvier 2014 ».

La déclaration se poursuit ainsi :

« Il est surprenant de constater la façon hystérique, maladroite et contraire à l'éthique avec laquelle le Secrétaire général de l'OÉA s'obstine à servir des intérêts obscurs.

« M. Almagro s'est efforcé aujourd'hui d'appliquer la Charte démocratique interaméricaine, notamment son article 20, soi-disant destiné à lutter contre les ruptures ou des altérations graves de l'ordre constitutionnel, ce qui n'a été invoqué ni lors du coup d'État militaire de 2002 contre le président Hugo Chavez, ni pour condamner les coups ou tentatives de coup d'État, qui tout au long de ces quinze dernières années ont secoué la région, hormis à une occasion en 2009, où les États-Unis et certaines forces de droite opposèrent une forte résistance.

« Pour ce faire, sans mandat des États membres, en s'attribuant des prérogatives qu'il ne détient pas, avec l'aide d'éléments de l'opposition putschiste vénézuélienne et d'autres personnages réactionnaires de réputation douteuse, il a écrit un rapport diffamatoire et interventionniste, qu'il a rendu public, en violation des procédures.

« Tout semblait joué pour une promenade triomphale, mais le Secrétaire général, les bureaucrates de l'OÉA et leurs abominables mentors ont oublié qu'ils ne vivent plus en 1962, lorsque, avec une complicité honteuse, Cuba socialiste fut jugée et condamnée.

« Le ton des débats, les fortes dénonciations de l'attitude indécente du Secrétaire général, les positions fermes des pays frères de l'ALBA-TCP, les arguments sereins de ceux qui ont choisi le dialogue, le respect entre les nations et la paix comme règles de leur diplomatie, et la résistance mesurée, mais claire, des Caraïbes à l'appel perfide contre le Venezuela, ont fait toute la différence.

« Le ministère des Relations extérieures considère que ce qui vient de se passer aujourd'hui à Washington est une preuve supplémentaire que Notre Amérique a changé, même si l'OÉA demeure un instrument irréformable de la domination des États-Unis sur les peuples d'Amérique latine et des Caraïbes, et rappelle les paroles du président Raul Castro Ruz en décembre 2008, répétées lors du récent 7e Congrès du Parti communiste de Cuba, lorsque, paraphrasant José Martí, il a déclaré qu' 'avant que Cuba ne revienne au sein de l'OÉA, la mer du Nord s'unira à la mer du Sud et un serpent naîtra d'un oeuf d'aigle'.

« Nous renouvelons une fois de plus à la Révolution bolivarienne et chaviste, solidaire et généreuse, au président Nicolas Maduro Moros, à l'union civique et militaire et à son peuple courageux le plein soutien du peuple et du gouvernement révolutionnaire cubains et notre confiance inébranlable dans le triomphe de leur juste cause. »

Le Marxiste-Léniniste félicite le président et le gouvernement de la République bolivarienne du

Canada et tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui ont soutenu le principe sacré de la non-ingérence dans les affaires des pays souverains et la cause de l'Amérique latine comme Zone de paix. L'unité combattante des peuples à la défense de ces principes est un élément indispensable de la lutte pour faire en sorte que les crimes de l'impérialisme, le changement de régime et la contre-révolution en Amérique latine ne se répètent pas et ne se répandent pas.

Notes

1. La « Charte démocratique interaméricaine » a été adoptée le 11 septembre 2001 par une session spéciale de l'Assemblée générale de l'OÉA à Lima au Pérou. Elle a été écrite derrière des portes closes par les impérialistes américains sans que ses principes directeurs et ses points spécifiques aient été soumis à la discussion ou à l'approbation des parlements des pays membres de l'OÉA, sans parler de leurs citoyens. Une tentative précédente de faire adopter la Charte lors de la réunion de l'OÉA du 3 au 5 juin 2001 à San José au Costa Rica avait échoué lorsqu'au moins 16 pays s'étaient opposés à la Charte telle que présentée. Jusqu'en 2009, le seul pays des Amériques qui ait été exclu de l'OÉA est Cuba, soi-disant parce que « le marxisme-léninisme est incompatible avec le système interaméricain ». Bien que la Charte soit rédigée dans un langage de grands idéaux, son essence est de promouvoir la démocratie impérialiste des États-Unis comme l'idéal auquel les autres pays doivent se mesurer. C'est la raison pour laquelle les pays qui violent ouvertement la lettre du texte, comme les États-Unis, le Canada, le gouvernement issu du coup au Brésil et les gouvernements du Mexique et de Colombie ne sont jamais visés par l'OÉA.

2. Diego de Almagro était un soldat et conquistador espagnol, célèbre pour le rôle qu'il a joué dans la défaite de l'Empire Inca au Pérou et sa participation ultérieure à une guerre civile sanglante entre les conquistadors vainqueurs. (Latinamericanhistory.about.com)

(Sources : *TeleSUR*, *Venezuelanalysis*, *AVN*. Photo: *AVN*)



Rassemblements de masse en appui à la révolution bolivarienne

Les Vénézuéliens ont tenu un grand rassemblement dans la capitale, Caracas, le 1er juin de même que des actions partout dans le pays dirigées par la jeunesse afin de rejeter l'intervention étrangère dans les affaires vénézuéliennes peu importe le prétexte. Les manifestants scandaient : « Notre pays n'est pas à vendre, notre pays est prêt à se défendre ! » Le président Nicolás Maduro a dit que « des gens de toutes origines et de tous les coins du pays participent à ces actions pour faire entendre leurs voix et ces voix rejettent clairement toute forme d'intervention étrangère ». S'adressant la veille en direct au peuple Vénézuélien, le président Maduro a dit que « chercher à intervenir au Venezuela est un crime » et a appelé à des mobilisations.

Les manifestations ont eu lieu le même jour qu'une tentative par le Secrétaire général de l'Organisation des États Américains (OÉA) Luis Almagro d'invoquer la prétendue Charte démocratique interaméricaine afin d'isoler le Venezuela et de le suspendre de l'organisation a été défaite.



Le président Nicolás Maduro est chaudement accueilli par la jeunesse lors d'un rassemblement à Caracas le 1er juin 2016.

Des représentants de 43 nations autochtones ont marché le 2 juin dans les rues de Caracas pour exprimer leur appui à la révolution. Les nations répondaient à un appel du gouvernement vénézuélien pour développer des solutions de la base à la crise économique à laquelle le pays fait face. La marche s'est rendue au palais présidentiel, où les dirigeants ont remis directement au président Maduro un document soulignant leurs propositions. Selon la ministre des peuples autochtones Clara Vidal, le document est une synthèse des propositions faites par les peuples autochtones dans leurs territoires. Maduro s'est engagé à accélérer les efforts pour remettre les titres de propriété des terres aux nations autochtones pour leurs territoires.



Des autochtones se rassemblent à Caracas le 2 juin 2016 à la défense de la révolution bolivarienne.

Le 31 mai, des milliers de travailleurs du transport ont tenu un rassemblement pour rejeter l'ingérence de l'OÉA et des impérialistes américains. Des chauffeurs d'autobus, des courriers en moto, des employés du métro et d'autres travailleurs ont organisé leur manifestation à la défense de la révolution bolivarienne et de ses politiques de transport public. Pendant le rassemblement, la nouvelle a été annoncée que le secrétaire général de l'OÉA Luis Almagro avait invoqué la « Charte démocratique » pour convoquer une réunion afin de débattre de la suspension du Venezuela de l'organisation. Les travailleurs du transport ont dénoncé le geste. Le président Maduro, lui-même un chauffeur d'autobus et un dirigeant syndical dans le secteur du transport, s'est adressé au rassemblement et a dit qu'il n'hésiterait pas à appeler à une « rébellion nationale » dans l'éventualité d'une agression étrangère.

Parlant aux membres des Forces armées nationales boliviennes le même jour, le président Maduro a déclaré que seule la révolution bolivarienne peut consolider la stabilité au Venezuela. « Nous devons mener et gagner cette bataille, et faire de notre pays une nation qui connaît la sécurité et la stabilité. Nous sommes les seuls à pouvoir le faire parce que nous avons un réel engagement envers le peuple, parce que nous avons un projet, et parce que nous voulons le faire. Nous sommes les seuls à pouvoir le faire », a dit le président Maduro. Il a dénoncé le meurtre le 28 mai de Felix Velasquez, un major général de l'armée à la retraite, et a souligné les liens qui existent entre les forces locales de police liées au meurtre et l'ambassade des États-Unis au Venezuela.

Les Forces armées nationales boliviennes ont émis une déclaration le 2 juin appelant à l'unité pour confronter les menaces grandissantes d'intervention étrangère. « Nous devons préserver notre vocation pacifique mais, en même temps, nous devons défendre les traditions héritées des Pères fondateurs de l'indépendance », lit-on dans la déclaration. Celle-ci souligne que les menaces d'intervention de la part de l'OÉA et d'autres reposent sur une « vision négative et biaisée du pays, très différente de la réalité. »

(TeleSUR. Photos : AVN)



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca